

L'économie de la Polynésie française en 2015

L'emploi, pièce manquante à la reprise

P
O
R
T
R
A
I
T

L'économie polynésienne montre en 2015 de nouveaux signes d'amélioration, confortant une sortie de crise déjà esquissée en 2014. Les chefs d'entreprise polynésiens se montrent plus confiants sur le moyen terme, dans un contexte politique et budgétaire territorial clarifié : l'investissement devient plus dynamique et le marché du travail tend à se stabiliser. Les créations d'emploi restent toutefois insuffisantes pour faire refluer le chômage et donner une réelle impulsion à la consommation des ménages : l'emploi apparaît aujourd'hui comme la pièce manquante d'une reprise plus affirmée.

La plupart des secteurs témoignent d'un retour à des volumes d'activité plus importants. La fréquentation touristique progresse à nouveau, en dépit du repli observé dans le secteur de la croisière. Industrie et services affichent des résultats encourageants. La situation s'améliore plus lentement dans le BTP, dont le chiffre d'affaires a tout de même renoué avec sa moyenne décennale après plusieurs années de crise. Le secteur primaire présente en revanche un bilan mitigé : les bonnes performances de la filière pêche ne compensent pas les difficultés de la perliculture, dont les recettes à l'exportation s'affaissent. L'activité commerciale stagne, confrontée à une demande peu dynamique et à un probable changement du comportement de consommation des ménages.

Dans ce contexte économique dans l'ensemble mieux orienté, l'activité bancaire demeure contrastée. L'encours sain de crédits fléchit pour la quatrième année consécutive alors que la collecte de dépôts poursuit sa croissance. La qualité du portefeuille des banques s'améliore légèrement, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé.

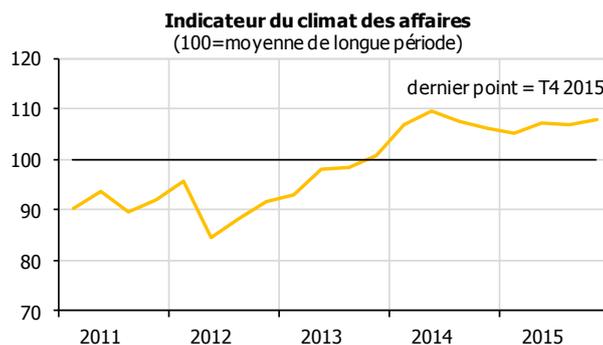
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE S'AMÉLIORE

La confiance se confirme

L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit l'amélioration amorcée en 2013. Il évolue depuis désormais deux ans à un niveau sensiblement supérieur à sa moyenne de longue période, un phénomène qui n'avait pas été observé depuis le début des années 2000.

Les entrepreneurs interrogés jugent la situation conjoncturelle moins dégradée et se montrent plus optimistes sur l'orientation de leur activité et de leur trésorerie.

Ils se montrent également plus confiants sur le moyen terme, dans un contexte politique et budgétaire territorial clarifié.

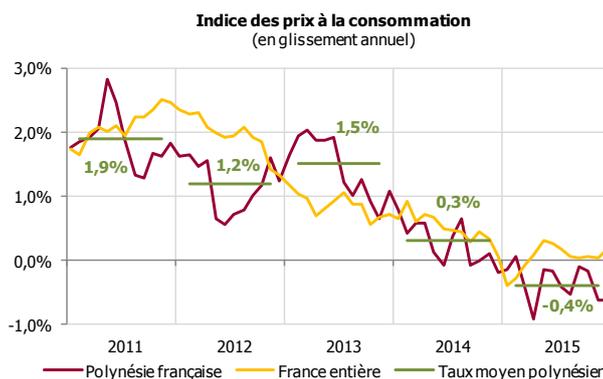


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

L'inflation est au plus bas

L'inflation devient négative en 2015 : les prix diminuent en moyenne de 0,4 %, en net retrait par rapport à 2014 (+0,3 %). En fin d'année, le recul s'accroît, pour atteindre - 0,6 % sur un an.

Cette évolution tient au repli des prix de l'énergie et des services de transport, dans un contexte de baisse des cours du pétrole sur les marchés internationaux. En revanche, les prix des produits alimentaires progressent (+2,4 %), comme ceux des services de restauration (+1,1 %).



Sources : ISPF, INSEE

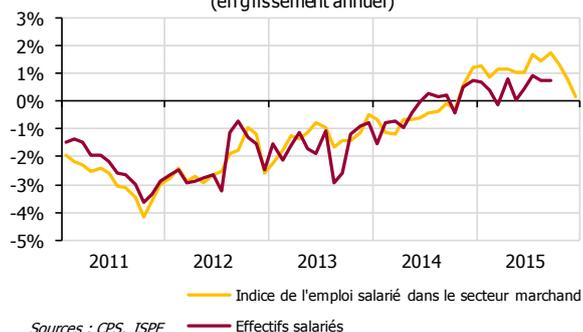
Le marché du travail se stabilise

L'emploi salarié progresse de 0,2 % à fin 2015, alors qu'il diminuait au rythme moyen de 1,1 % par an ces cinq dernières années. Cette amélioration ténue est portée par les secteurs de la construction (+4,7 %) et de l'hôtellerie-restauration (+1,3 %).

A contrario, les effectifs restent stables dans l'industrie (+0,1 %) et la réduction des effectifs se poursuit dans le commerce (-1,2 %) et les autres services (-0,6 %).

Les créations d'emploi restent cependant insuffisantes pour faire refluer sensiblement le chômage : depuis 2007, 9 000 emplois salariés ont été perdus et le taux de chômage mesuré par le recensement a presque doublé, passant de 11,7 % à 21,8 % en 2012.

Évolution de l'emploi salarié
(en glissement annuel)



La consommation des ménages peine à s'affermir

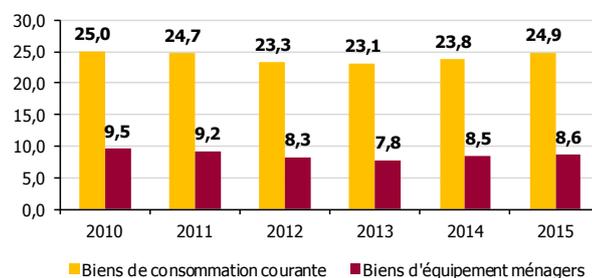
La hausse des effectifs salariés est encore trop peu significative pour donner une réelle impulsion à la consommation des ménages : mieux orientée qu'en 2014, elle reste cependant peu dynamique.

Les importations de biens alimentaires (+3,2 %), de biens de consommation courante (+4,3 %) et de biens d'équipement ménagers (+1,7 %) progressent, sans pour autant retrouver leur niveau d'avant-crise. En parallèle, les recettes de TVA s'améliorent de 5,8 % en cumul.

Reflets d'un changement dans les comportements de dépense, la production de crédits à la consommation s'inscrit de nouveau en net retrait (-9,1 %) et le marché automobile reste déprimé, avec seulement 2 770 véhicules neufs immatriculés (-8,1 %).

Dans ce contexte mitigé, au cours des neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires des commerces de détail demeure stable (-0,1 % hors inflation). Les professionnels font état de tensions de trésorerie persistantes et restent pessimistes sur l'évolution de leur marge.

Importations de biens destinés aux ménages
(en milliards de F CFP)



Une dynamique d'investissement plus favorable

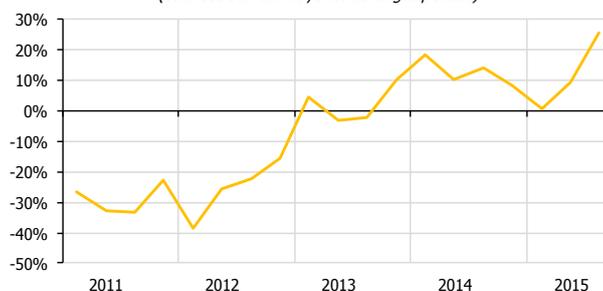
L'investissement des entreprises est plus dynamique : les importations de biens d'équipement des entreprises (+8 % hors éléments exceptionnels, après +2,2 % en 2014) et de biens intermédiaires (+6,1 %, après -2,9 % en 2014) augmentent sensiblement.

L'encours des crédits d'investissement des entreprises (+2,6 %) progresse également, notamment grâce à des prêts significatifs dans le secteur des transports et du commerce.

Les intentions d'investissement pour l'année 2016 sont dans l'ensemble favorablement orientées, témoignant du regain de confiance des chefs d'entreprise après l'annonce de la prolongation à 2025 du dispositif national de défiscalisation des investissements.

L'investissement immobilier des ménages est en revanche moins dynamique : la production locale de nouveaux crédits s'élève en 2015 à 23 milliards de F CFP, contre 24 milliards en 2014 (-5 %).

Prévisions d'investissements à un an
(centrées sur leur moyenne de longue période)



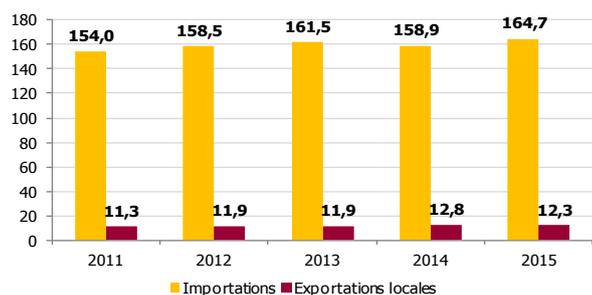
Le déficit commercial se creuse

Les importations progressent de 3,7 % à 164,7 milliards de F CFP en 2015 (après -1,6 % en 2014). Cette évolution tient principalement à la forte hausse des importations de biens d'équipements (+20,3 %), suite à l'achat de deux nouveaux avions par la compagnie aérienne régionale Air Tahiti et l'arrivée d'un nouveau cargo mixte (l'Aranui 5) sur le territoire. Hors importations exceptionnelles, la hausse atteint 1 %.

En revanche, les exportations locales reculent de 4,3 % à 12,3 milliards de F CFP. Les bons résultats des ventes d'huile de coprah (+50 %), de monoï (+30 %), de poissons (+28 %) et de nono (+24 %) ne compensent pas la baisse de 15 % des recettes de perles brutes, qui représentent 60 % des recettes d'exportations de biens en 2015.

Au final, le déficit de la balance commerciale se creuse à 152 milliards de F CFP (après 146 milliards en 2014), en dépit d'une réduction de 19 % (-4,6 milliards de F CFP) de la facture pétrolière : il représente 28 % du dernier PIB connu.

Commerce extérieur
(en milliards de F CFP)



DES SIGNES ENCOURAGEANTS DANS PLUSIEURS SECTEURS

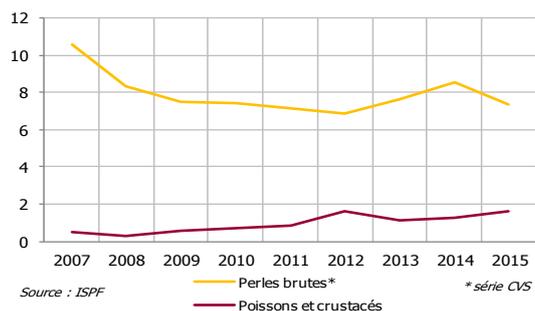
Bilan mitigé pour le secteur primaire

Le dynamisme de la filière pêche se confirme : les exportations augmentent de 19 % en tonnage et de 28 % en valeur, faisant de l'année 2015 la meilleure de la décennie. Cette progression s'explique par une hausse des rendements induite par l'amélioration des techniques de pêche.

En revanche, le secteur perlicole fait face en 2015 à de nouvelles difficultés, dans un contexte international peu porteur : le volume de perles brutes exporté baisse (-13 %) pour s'établir à 12,5 tonnes, son plus bas niveau depuis 2008. Avec un prix moyen au gramme de 590 F CFP, les recettes d'exportations sont en repli de 14,6 %, à 7,4 milliards de F CFP.

L'insuffisance des volumes récoltés a fait chuter les exportations de vanille en 2015 (-34 %, à 11,7 tonnes). L'envolée des prix a toutefois permis de limiter la baisse des recettes générées (-7 %, à 343 millions de F CFP). Par ailleurs, la production de coprah progresse de nouveau.

Exportations de perles brutes et de produits de la mer
(en milliards de F CFP)



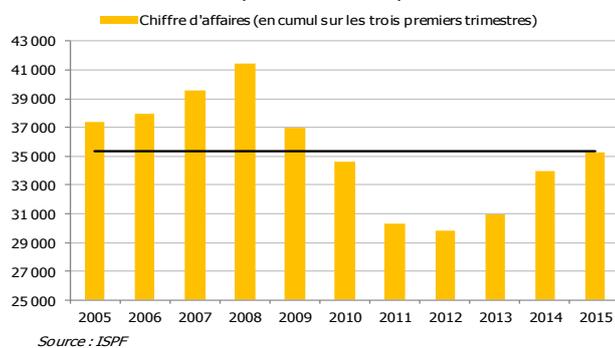
Consolidation progressive dans le BTP

La situation dans le BTP s'améliore lentement : sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires du secteur s'inscrit en hausse (+3,6 %) et ce pour la troisième année consécutive, ce qui lui permet de renouer avec sa moyenne décennale.

Le chiffre d'affaires des entreprises du génie civil progresse de +6 %, bien que les dépenses liquidées par la direction de l'Équipement et l'Aviation civile s'inscrivent en léger retrait (-4 %). Le chiffre d'affaires de la branche bâtiment, principal pourvoyeur d'emploi du secteur, augmente dans les mêmes proportions (+6 %). En revanche, celui des travaux de construction spécialisés stagne (+0,5 %).

Les importations de matières premières pour le bâtiment sont en hausse, en anticipation des projets de construction de logements à venir (intermédiaires et sociaux). Sur un an, l'emploi progresse de 4,7 % (+200 emplois), alors qu'il s'était sensiblement contracté les années précédentes. Le secteur a néanmoins perdu 2 000 emplois depuis 2008.

Évolution du chiffre d'affaires du BTP
(en millions de F CFP)



L'activité touristique continue de s'améliorer

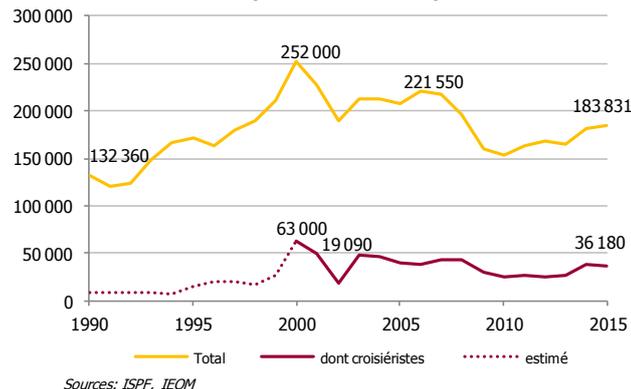
Avec 183 800 touristes accueillis, la fréquentation touristique s'inscrit en légère croissance (+1,8 %, contre +10 % en 2014), la hausse des touristes en hébergement terrestre (+4 %) compensant le repli observé dans le secteur de la croisière (-6,5 %).

Le chiffre d'affaires de l'hôtellerie progresse sur les neuf premiers mois de l'année (+9,4 %), soutenu par la forte hausse du revenu moyen par chambre disponible (+11 %), et celle du coefficient moyen de remplissage (+1,6 point, à 64,6 %). En parallèle, l'emploi augmente de 3,1 % dans la branche hôtellerie-restauration et de 1,9 % dans le secteur touristique.

Les chefs d'entreprise interrogés prévoient des investissements accrus en 2016, en lien avec les rénovations de plusieurs hôtels hauts de gamme aux îles Sous-le-Vent. À court terme, la diminution du nombre de chambres disponibles pendant les travaux, en particulier à Bora Bora, est susceptible d'affecter la prochaine haute saison.

Les États-Unis (+2,6 %) confortent leur position de premier marché émetteur : la clientèle américaine représente 35 % des touristes et plus de la moitié des croisiéristes en 2015.

Fréquentation touristique



Orientation favorable dans les services et l'industrie

Les industriels observent une amélioration de leur activité en 2015. Ils font état d'une trésorerie mieux orientée et de prévisions d'investissement en hausse. Au cours des neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires dégagé augmente de 8,9 %, porté par les bons résultats de l'industrie manufacturière (+13,2 %). Les entreprises de services s'inscrivent dans la même dynamique de croissance, avec un chiffre d'affaires en hausse de 3,3 %, porté par la bonne tenue des services de transport de voyageurs (+10,4 %) et de restauration (+7,2 %).

L'ACTIVITÉ BANCAIRE DEMEURE CONTRASTÉE

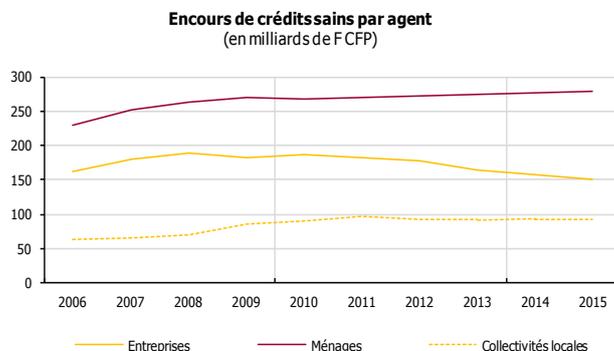
Dans un contexte économique dans l'ensemble mieux orienté, l'activité bancaire demeure contrastée. L'encours sain de crédits fléchit pour la quatrième année consécutive alors que la collecte de dépôts poursuit sa croissance. Conséquence de l'atonie persistante de l'activité de crédit et des taux bas, l'année 2015 se traduit par une nouvelle baisse du PNB agrégé des banques de la place, d'environ 2 %. La qualité du portefeuille des banques s'améliore légèrement, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé.

Le financement des entreprises reste en retrait

L'encours sain des crédits continue de baisser (-0,8 %), sous l'effet d'un nouveau recul du financement des entreprises (-4,2 %), provoqué par la baisse des crédits d'exploitation (-9,6 %). En revanche, les crédits d'investissement progressent de nouveau (+2,8 %), grâce notamment à quelques opérations d'envergure dans les domaines du transport et du commerce.

L'encours des crédits aux collectivités locales se replie légèrement (-1,0 %), en lien avec l'amortissement de plusieurs crédits d'équipement et une volonté de maîtrise de l'endettement du Pays.

Les crédits aux ménages affichent en revanche une nouvelle progression (+0,6 %), grâce aux crédits à l'habitat (+2,1 %) qui poursuivent leur évolution à la hausse à la faveur de taux d'intérêt bas.



Source : IEOM - Surfi

Les avoirs des agents économiques au plus haut

Les actifs financiers des agents économiques polynésiens progressent de 3,9 % en 2015 (après +5,1 % en 2014), et atteignent leur plus haut niveau sur la décennie. La collecte nette d'épargne s'élève à 19,2 milliards de FCFP en fin d'année.

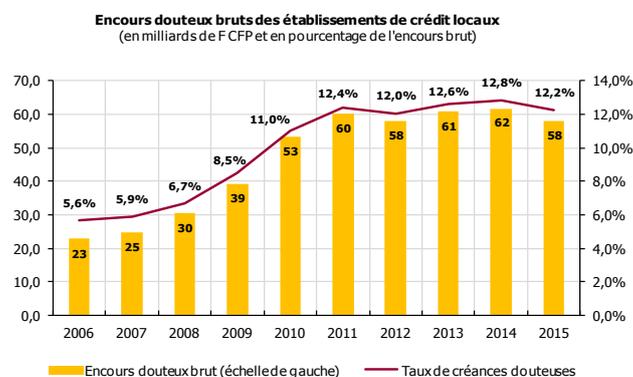
L'année 2015 est caractérisée par les bonnes performances des dépôts à vue (+9,6 %), des plans épargne-logement (+10,9 %), et dans une moindre mesure des dépôts à terme (3,0 %).

La croissance des encours est perceptible pour l'ensemble des agents économiques. Sur les deux dernières années, la progression soutenue des avoirs des particuliers (+5,2 %, soit + 18 milliards de FCFP) laisse entrevoir un changement des comportements d'épargne et de consommation des ménages polynésiens.

Une sinistralité en légère baisse

La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux s'améliore en 2015, à la suite notamment d'une importante cession de créances douteuses par une banque de la place à une entité métropolitaine spécialisée.

Les encours douteux bruts diminuent ainsi de 6,1 % sur l'année, à 58 milliards de FCFP. Toutefois, la sinistralité demeure à un niveau élevé : le taux de créances douteuses s'élève à 12,2 % en fin d'année (-0,6 point), tandis que le taux de provisionnement s'inscrit en hausse de 0,8 point, à 62 %.



Source : IEOM - Surfi

PERSPECTIVES

L'économie polynésienne a montré en 2015 de nouveaux signes d'amélioration, qui viennent confirmer une trajectoire de sortie de crise déjà esquissée en 2014. Ce regain d'activité a enfin permis le retour aux créations d'emploi en 2015. Toutefois son niveau est encore significativement insuffisant pour faire refluer le chômage et pour réalimenter suffisamment le moteur de la consommation des ménages.

La montée en puissance du Contrat de projets et l'engagement appuyé du Pays et de l'État en faveur du logement devraient conforter la dynamique de croissance. De même, le retour de la confiance des chefs d'entreprise et l'annonce de la prolongation à 2025 de défiscalisation créent aussi les conditions favorables pour une reprise plus affirmée. Dès lors, en 2016, l'attention se portera sur le début de concrétisation des grands projets annoncés, sur lesquels reposent les espoirs d'un nouveau souffle pour l'économie polynésienne.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 6 avril 2016 – Dépôt légal : avril 2016 – ISSN 1968-6277